



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS N° 120 - 2024

PUBLIÉ LE 3 DÉCEMBRE 2024

---

Consultable sur le site de la préfecture du Haut-Rhin à l'adresse :

<http://www.haut-rhin.gouv.fr/publications/Recueil-des-actes-administratifs>  
publication : [pref-recueil-actes-administratifs@haut-rhin.gouv.fr](mailto:pref-recueil-actes-administratifs@haut-rhin.gouv.fr)

# Sommaire

## PRÉFECTURE

### Cabinet

#### Direction des sécurités

Arrêté n° BSI-2024-338-01 du 3 décembre 2024 instaurant un périmètre de protection destiné à assurer la sécurité du marché de Noël de Ribeauvillé **3**

Arrêté n° BSI-2024-338-02 du 3 décembre 2024 instaurant un périmètre de protection destiné à assurer la sécurité du marché de Noël à Neuf-Brisach **9**

Arrêté n° BSI-2024-338-03 du 3 décembre 2024 instaurant un périmètre de protection destiné à assurer la sécurité du marché de Noël à Riquewihr **15**

Arrêté n° BSI-2024-338-04 du 3 décembre 2024 instaurant un périmètre de protection destiné à assurer la sécurité du marché de Noël à Kaysersberg-Vignoble **20**



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

CABINET DU PRÉFET  
DIRECTION DES SÉCURITÉS  
BUREAU DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE

**Arrêté N° BSI – 2024-338-01 du 3 décembre 2024  
instaurant un périmètre de protection  
destiné à assurer la sécurité du marché de Noël de Ribeauvillé**

**Le Préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 226-1 ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023, publié au J.O. du 14 juillet 2023, portant nomination de Monsieur Thierry QUEFFÉLEC, préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 21 août 2023 ;

**Vu** les arrêtés municipaux n° Pol45/2024, Pol46/2024, Pol47/2024, Pol48/2024, réglementant notamment le stationnement et la circulation à l'occasion des marchés de Noël, les 7, 8 décembre et les 14, 15 décembre 2024 et pour les navettes de Noël du 29 au 22 décembre 2024 ;

**Vu** la signature de la convention partenariale de sécurité ;

**Vu** les mesures de sécurité prises par la commune de Ribeauvillé pour la période du marché de Noël prévu de se dérouler :

- les samedis 7 et 14 décembre 2024 de 10h00 à 19h00 ;
- les dimanches 8 et 15 décembre 2024 de 10h00 à 18h00.

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L. 226-1 du code de la sécurité intérieure : « afin d'assurer la sécurité d'un lieu ou d'un événement exposé à un risque d'actes de terrorisme à raison de sa nature et de l'ampleur de sa fréquentation, le représentant de l'État dans le département est autorisé à instituer un périmètre de protection au sein duquel l'accès et la circulation des personnes sont réglementés » ;

**CONSIDÉRANT** la prégnance de menace terroriste sur le territoire national ;

**CONSIDÉRANT** l'activation de la posture Vigipirate « URGENCE ATTENTAT » ;

**CONSIDÉRANT** que la commune de Ribeauvillé organise en son centre-ville chaque année depuis près de 36 ans, un marché de Noël au mois de décembre ; que 160000 visiteurs sont attendus durant les deux week-ends ; que ces facteurs l'exposent à un risque d'actes de terrorisme, ainsi que l'a montré l'attentat du 11 décembre 2018 perpétré lors des marchés de Noël de Strasbourg ;

**CONSIDÉRANT** que le centre-ville de Ribeauvillé est concerné par ce risque au regard de l'affluence attendue et de la topographie des lieux ; qu'il en résulte qu'un arrêté de périmètre de protection doit être instauré pour sécuriser cet événement prévu de se dérouler :

- du samedi 7 décembre au dimanche 8 décembre 2024 ;
- du samedi 14 décembre au dimanche 15 décembre 2024.

**CONSIDÉRANT** le dispositif de vigilance et d'intervention mis en place par le maire de Ribeauvillé pour assurer la sécurité du marché de Noël ; qu'il y a lieu de prendre des mesures complémentaires à celles prises par la commune ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité pour l'autorité de police compétente d'assurer, dans ces circonstances, la sécurité des personnes et des biens par des mesures adaptées et proportionnées au niveau élevé et persistant de la menace terroriste à l'occasion du marché de Noël à Ribeauvillé ;

**CONSIDÉRANT** que l'accès à ce périmètre de protection est subordonné aux mesures de contrôle prévues aux articles 5 et 6 du présent arrêté ;

**SUR** proposition du directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin ;

#### **ARRÊTE :**

**Article 1 :** Du samedi 7 décembre à partir de 06h00 au dimanche 8 décembre 2024 inclus à 23h59 et du samedi 14 décembre à partir de 06h00 au dimanche 15 décembre 2024 inclus à 23h59, il est instauré un périmètre de protection dans le centre-ville de Ribeauvillé.

**Article 2 :** Le périmètre de protection, conformément au plan en annexe I, protégé par des barrières, des blocs de béton et des véhicules est délimité par les voies suivantes :

- chemin dit du Passage Jeannelle ;
- rue du Château ;
- rue de l'Église ;
- l'Église et son parvis ;
- Grand-rue de l'Église ;
- rue du Lutzelsbach ;
- rue Klée ;
- rue de la Marne ;
- rue du Strengbach ;
- rue du Général de Gaulle.

**Article 3 :** Le périmètre de protection est accessible aux piétons en divers points, conformément au plan en annexe I, par les voies suivantes :

- chemin du vignoble en venant de Bergheim ;

- Grand Rue (est et ouest) ;
- au rond-point situé route de Bergheim / avenue du général de Gaulle ;
- avenue du général de Gaulle ;
- rue du rempart de la Streng (en 3 points) ;
- rue de la Marne (en 2 points) ;
- rue de la Fontaine ;
- rue des Prunes ;
- rue du Cavalier ;
- rue du Moulin Supérieur ;
- chemin dit Passage Jeannelle ;
- rue du Lutzelsbach.

**Article 4 :** Compte tenu de la configuration des lieux, l'accès à ce périmètre de protection est accessible aux piétons en tous points. Toutefois, l'accès des véhicules est interdit dans certaines rues incluses dans ce périmètre, dans les conditions prévues par les arrêtés du maire de Ribeauvillé susvisés.

**Article 5 :** Dans le périmètre de protection, l'accès des piétons peut faire l'objet de palpations de sécurité, inspections visuelles et fouilles des bagages, contrôles aléatoires et proportionnels :

1. par des officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité et le contrôle effectif de ceux-ci, les agents de police judiciaire mentionnés à l'article 20 et aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du même code ;
2. par des agents privés exerçant l'activité mentionnée au 1° de l'article L.611-1 du code de la sécurité intérieure, sous l'autorité et le contrôle effectif et continu d'un officier de police judiciaire ;
3. par les agents de police municipale autorisés à exercer cette mission par le maire, sous l'autorité d'un officier de police judiciaire ;
4. par les agents de la brigade verte dans les limites de leurs compétences.

Ces mesures de vérification sont subordonnées au consentement des personnes souhaitant accéder ou circuler à l'intérieur du périmètre. En cas de refus de s'y conformer, ces personnes ne sont pas admises à y pénétrer ou peuvent être reconduites à l'extérieur du périmètre par un officier de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale ou sous la responsabilité de celui-ci, par un agent de police judiciaire mentionné à l'article 20 et aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du même code.

**Article 6 :** L'accès des véhicules dans le périmètre de protection peut être subordonné à la visite du véhicule, avec le consentement du conducteur, par des officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° et 4° de l'article 16 du code de procédure pénale ou sous la responsabilité de ceux-ci, par un agent de police judiciaire mentionné à l'article 20 et aux 1°, 1°bis et 1°ter de l'article 21 du même code. En cas de refus, le véhicule ne sera pas admis à pénétrer dans les périmètres en question.

**Article 7 :** Sont interdits dans le périmètre de protection, le port, le transport et l'utilisation d'artifices de divertissement, de pétards, d'armes réelles ou factices, quelle qu'en soit la catégorie, ainsi que tous autres objets pouvant constituer une arme au sens de l'article 132-75 du Code pénal.

**Article 8** : L'organisateur informe quotidiennement le préfet, par un rapport circonstancié, des événements ou difficultés survenus ainsi que du nombre de personnes contrôlées et l'informe immédiatement de tout incident.

**Article 9** : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, sous-préfet de Colmar-Ribeauvillé, le directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin, le maire de Ribeauvillé, le colonel commandant le groupement de gendarmerie du Haut-Rhin, le président du syndicat des brigades vertes et le directeur des services départementaux d'incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont un exemplaire sera transmis sans délai au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Colmar.

Fait à Colmar, le 3 décembre 2024

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

signé

Augustin CELLARD

#### **DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

I - La présente décision peut être contestée **dans un délai de 2 mois à compter de sa publication**, soit :

- **par recours gracieux** auprès de mes services, à l'adresse suivante :

M. le Préfet du Haut-Rhin

Cabinet du préfet

Bureau de la sécurité intérieure

7, rue Bruat B.P. 10489

68020 COLMAR CEDEX -

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

- **par recours hiérarchique** auprès de :

M. le Ministre d'Etat; Ministre de l'Intérieur

Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques

Place Beauvau - 75800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

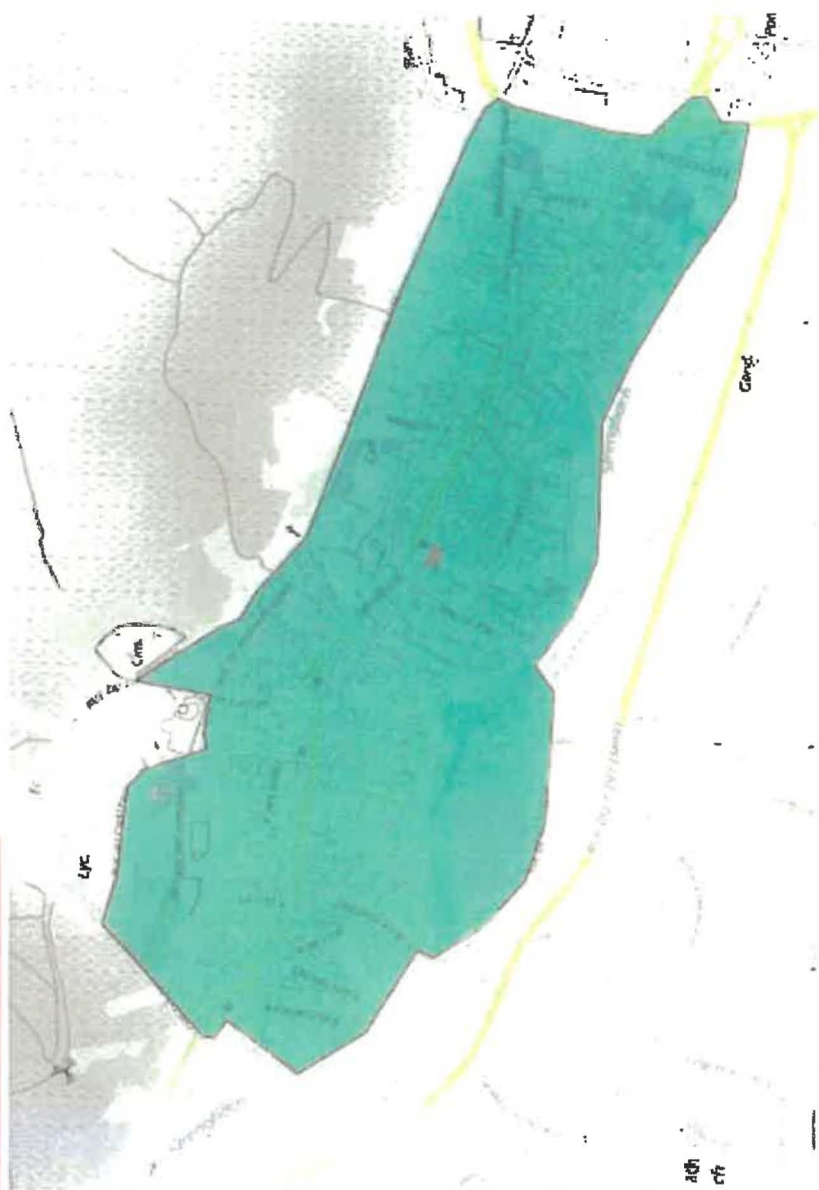
Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision.

S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :  
Tribunal Administratif de Strasbourg, 31 Avenue de la Paix 67070 STRASBOURG CEDEX

MARCHES DE NOËL 2024  
Périmètre de protection NIBEAUVILLE

Annexe I







# **PRÉFET DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

CABINET DU PRÉFET

DIRECTION DES SÉCURITÉS

BUREAU DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE

## **Arrêté N° BSI-2024-338-02 du 3 décembre 2024 instaurant un périmètre de protection destiné à assurer la sécurité du marché de Noël à Neuf-Brisach**

**Le Préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 226-1 ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023, publié au J.O. du 14 juillet 2023, portant nomination de Monsieur Thierry QUEFFÉLEC, préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 21 août 2023 ;

**Vu** les arrêtés municipaux n° T100/2024 et T101/2024 réglementant le stationnement et la circulation dans le cadre de l'organisation du marché de Noël de Neuf-Brisach ;

**Vu** la signature de la convention partenariale de sécurité ;

**Vu** les mesures de sécurité prises par la commune de Neuf-Brisach pour la période du marché de Noël qui se déroulera du vendredi 6 décembre au dimanche 8 décembre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L. 226-1 du code de la sécurité intérieure : « *afin d'assurer la sécurité d'un lieu ou d'un événement exposé à un risque d'actes de terrorisme à raison de sa nature et de l'ampleur de sa fréquentation, le représentant de l'État dans le département est autorisé à instituer un périmètre de protection au sein duquel l'accès et la circulation des personnes sont réglementés* » ;

**CONSIDÉRANT** la prégnance de menace terroriste sur le territoire national ;

**CONSIDÉRANT** l'activation de la posture Vigipirate « URGENCE ATTENTAT » ;

**CONSIDÉRANT** que la commune de Neuf-Brisach organise en son centre-ville chaque année depuis de nombreuses années un marché de Noël au mois de décembre ; que 40000 visiteurs sont attendus durant l'ensemble de la période d'ouverture ; que ces facteurs l'exposent à un risque d'actes de terrorisme, ainsi que l'a montré l'attentat du 11 décembre 2018 perpétré lors des marchés de Noël de Strasbourg ;

**CONSIDÉRANT** que compte tenu de la topographie des lieux, le centre-ville de Neuf-Brisach est concerné par ces risques au regard de l'affluence prévue ; qu'il en résulte qu'un périmètre doit être instauré en centre-ville **du vendredi 6 décembre 06h00 au dimanche 8 décembre 2024 à 23h59**, date de clôture du marché de Noël ;

**CONSIDÉRANT** le dispositif de vigilance et d'intervention mis en place par le maire de Neuf-Brisach pour assurer la sécurité du marché de Noël ; qu'il y a lieu de prendre des mesures complémentaires à celles prises par la commune ;

**CONSIDÉRANT**, la nécessité pour l'autorité de police compétente d'assurer, dans ces circonstances, la sécurité des personnes et des biens par des mesures adaptées et proportionnées au niveau élevé et persistant de la menace terroriste à l'occasion du marché de Noël à Neuf-Brisach ;

**CONSIDÉRANT** que l'accès à ce périmètre de protection est subordonné aux mesures de contrôle prévues aux articles 5 et 6 du présent arrêté ;

**SUR** proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin ;

**ARRÊTE :**

**Article 1 :** du vendredi **6 décembre 2024 à 06h00 au dimanche 8 décembre 2024 à 23h59**, il est instauré un périmètre de protection dans l'enceinte du centre-ville de Neuf-Brisach.

**Article 2 :** Le périmètre de protection, conformément au plan en annexe I, est délimité par les voies suivantes :

- place de la porte de Strasbourg ;
- rue des Déportés ;
- place de la porte de Bâle ;
- voie longeant le groupe scolaire ;
- place de la porte de Belfort ;
- rue Laubanie ;
- place de la porte de Colmar ;
- voie longeant la cité Suzonni.

**Article 3 :** Le périmètre de protection est accessible par 4 points, conformément au plan joint en annexe I :

- place de la porte de Strasbourg ;
- place de la porte de Bâle ;
- place de la porte de Belfort (accessible seulement aux piétons) ;
- place de la porte de Colmar.

**Article 4 :** Compte tenu de la configuration des lieux, l'accès à ce périmètre de protection est accessible aux piétons en tous points. Toutefois l'accès des véhicules est interdit dans certaines rues incluses dans ce périmètre, dans les conditions prévues par les arrêtés du maire de Neuf-Brisach susvisés.

**Article 5 :** Dans le périmètre de protection, l'accès des piétons peut faire l'objet de palpations de sécurité, inspections visuelles et fouilles des bagages, contrôles aléatoires et proportionnels :

1. par des officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité et le contrôle effectif de ceux-ci, les agents de police judiciaire mentionnés à l'article 20 et aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du même code ;
2. par des agents privés exerçant l'activité mentionnée au 1° de l'article L.611-1 du code de la sécurité intérieure, sous l'autorité et le contrôle effectif et continu d'un officier de police judiciaire ;
3. par les agents de police municipale autorisés à exercer cette mission par le maire, sous l'autorité d'un officier de police judiciaire ;
4. par des agents de la brigade verte dans les limites de leurs compétences.

Ces mesures de vérification sont subordonnées au consentement des personnes souhaitant accéder ou circuler à l'intérieur du périmètre. En cas de refus de s'y conformer, ces personnes ne sont pas admises à y pénétrer ou peuvent être reconduites à l'extérieur du périmètre par un officier de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale ou sous la responsabilité de celui-ci, par un agent de police judiciaire mentionné à l'article 20 et aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du même code.

**Article 6 :** L'accès des véhicules dans le périmètre de protection peut être subordonné à la visite du véhicule, avec le consentement du conducteur, par des officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° et 4° de l'article 16 du code de procédure pénale ou sous la responsabilité de ceux-ci, par un agent de police judiciaire mentionné à l'article 20 et aux 1°, 1°bis et 1°ter de l'article 21 du même code. En cas de refus, le véhicule ne sera pas admis à pénétrer dans les périmètres en question.

**Article 7 :** Sont interdits dans le périmètre de protection, le port, le transport et l'utilisation d'artifices de divertissement, de pétards, d'armes réelles ou factices, quelle qu'en soit la catégorie, ainsi que tous autres objets pouvant constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal.

**Article 8 :** L'organisateur informe quotidiennement le préfet, par un rapport circonstancié, des événements ou difficultés survenus ainsi que du nombre de personnes contrôlées et l'informe immédiatement de tout incident.

**Article 9 :** Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, sous-préfet de Colmar-Ribeauvillé, le directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin, le maire de Neuf-Brisach, le colonel commandant le groupement de gendarmerie du Haut-Rhin, le président du syndicat des brigades vertes et le directeur des services départementaux d'incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont un exemplaire sera transmis sans délai au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Colmar.

Fait à Colmar, le 3 décembre 2024  
Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

signé  
Augustin CELLARD

## **DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

I - La présente décision peut être contestée **dans un délai de 2 mois à compter de sa publication**, soit :

- **par recours gracieux** auprès de mes services, à l'adresse suivante :

M. le Préfet du Haut-Rhin

Cabinet du préfet

Bureau de la sécurité intérieure

7, rue Bruat B.P. 10489

68020 COLMAR CEDEX -

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

- **par recours hiérarchique** auprès de :

M. le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur

Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques

Place Beauvau – 75800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision.

S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :  
Tribunal Administratif de Strasbourg, 31 Avenue de la Paix 67070 STRASBOURG CEDEX

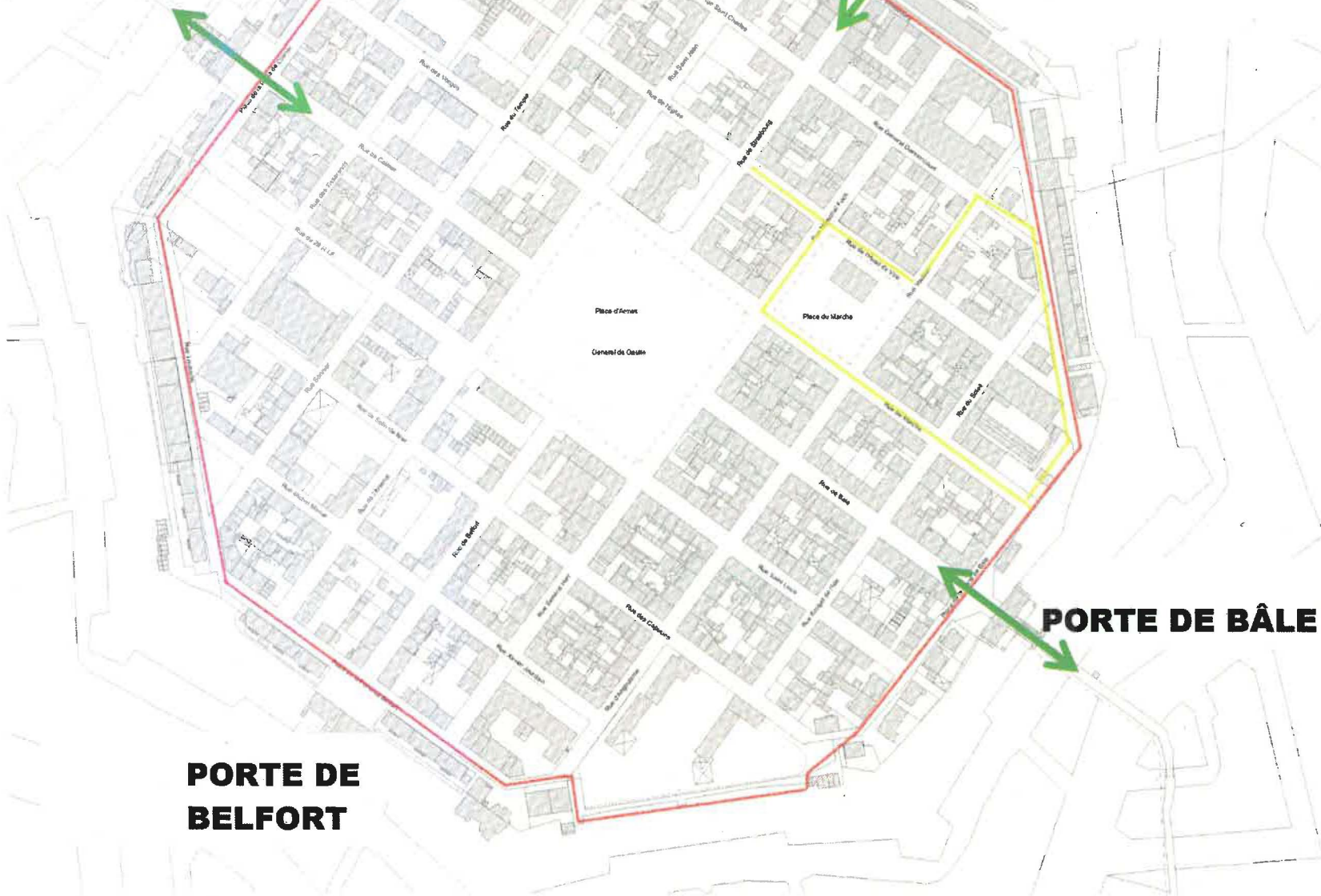
**PORTE DE  
STRASBOURG**

**PORTE DE COLMAR**

**PÉRIMÈTRE DE SÉCURITÉ**

**ACCES VÉHICULES**

**ZONE DU MARCHÉ**







**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

CABINET DU PRÉFET

DIRECTION DES SÉCURITÉS

BUREAU DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE

**Arrêté N° BSI-2024-338-03 du 3 décembre 2024  
instaurant un périmètre de protection  
destiné à assurer la sécurité du marché de Noël à Riquewihr**

**Le Préfet du Haut-Rhin**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 226-1 ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023, publié au J.O. du 14 juillet 2023, portant nomination de Monsieur Thierry QUEFFÉLEC, préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 21 août 2023 ;

**Vu** l'arrêté municipal n° 293/2024 réglementant le stationnement et la circulation dans le cadre de l'organisation du marché de Noël de Riquewihr ;

**Vu** la convention partenariale de sécurité signée le 3 décembre 2024 ;

**Vu** les mesures de sécurité prises par la commune de Riquewihr pour la période du marché de Noël qui se déroulera du vendredi 29 novembre au dimanche 22 décembre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L. 226-1 du code de la sécurité intérieure : « *afin d'assurer la sécurité d'un lieu ou d'un événement exposé à un risque d'actes de terrorisme à raison de sa nature et de l'ampleur de sa fréquentation, le représentant de l'État dans le département est autorisé à instituer un périmètre de protection au sein duquel l'accès et la circulation des personnes sont réglementés* » ;

**CONSIDÉRANT** la prégnance de menace terroriste sur le territoire national ;

**CONSIDÉRANT** l'activation de la posture Vigipirate « URGENCE ATTENTAT » ;

**CONSIDÉRANT** que la commune de Riquewihr organise en son centre-ville chaque année depuis plus de trente ans un marché de Noël aux mois de novembre et décembre ; que 390000 visiteurs sont attendus durant l'ensemble de la période d'ouverture ; que ces facteurs l'exposent à un risque d'actes de terrorisme, ainsi que l'a montré l'attentat du 11 décembre 2018 perpétré lors des marchés de Noël de Strasbourg ;

**CONSIDÉRANT** que compte tenu de la topographie des lieux, le centre-ville de Riquewihr est concerné par cette affluence et ces risques ; qu'il en résulte qu'un périmètre de sécurité doit être instauré en centre-ville **du jeudi 28 novembre 2024 à partir de minuit au dimanche 22 décembre à minuit**, date de clôture du marché de Noël ;

**CONSIDÉRANT** le dispositif de vigilance et d'intervention mis en place par le maire de Riquewihr pour assurer la sécurité du marché de Noël ; qu'il y a lieu de prendre des mesures complémentaires à celles prises par la commune ;

**CONSIDÉRANT**, la nécessité pour l'autorité de police compétente d'assurer, dans ces circonstances, la sécurité des personnes et des biens par des mesures adaptées et proportionnées au niveau particulièrement élevé et persistant de la menace terroriste à l'occasion du marché de Noël à Riquewihr ;

**CONSIDÉRANT** que l'accès à ce périmètre de protection est subordonné aux mesures de contrôle prévues à l'article 5 et 6 du présent arrêté ;

**SUR** proposition de Monsieur le directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin ;

## **ARRÊTE :**

**Article 1 :** Du jeudi 28 novembre 2024 à partir de minuit au dimanche 22 décembre à minuit, il est instauré un périmètre de protection dans l'enceinte du centre-ville de Riquewihr.

**Article 2 :** Le périmètre de protection, protégé par des blocs de béton, des bornes et des véhicules est délimité conformément au plan joint en annexe I, par les voies suivantes :

- rue du Steckgraben ;
- avenue Méquillet.

**Article 3 :** Le périmètre de protection est accessible aux véhicules par 3 points, conformément au plan en annexe I, par les voies suivantes :

- rue du général de Gaulle (entrée nord) ;
- rue du général de Gaulle (entrée sud) ;
- rue de la première Armée (à l'est).

**Article 4 :** Compte tenu de la configuration des lieux, l'accès à ce périmètre de protection est possible en tous points aux piétons. Toutefois, l'accès des véhicules est

interdit dans certaines rues incluses dans ce périmètre, dans les conditions prévues par l'arrêté du maire de Riquewihr susvisé.

**Article 5 :** Dans le périmètre de protection, l'accès des piétons peut faire l'objet de palpations de sécurité, inspections visuelles et fouilles des bagages, contrôles aléatoires et proportionnels :

1. par des officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité et le contrôle effectif de ceux-ci, les agents de police judiciaire mentionnés à l'article 20 et aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du même code,
2. par des agents privés exerçant l'activité mentionnée au 1° de l'article L.611-1 du code de la sécurité intérieure, sous l'autorité et le contrôle effectif et continu d'un officier de police judiciaire,
3. par les agents de la police municipale autorisés à exercer cette mission par le maire, sous l'autorité d'un officier de police judiciaire.
4. Par les agents de la brigade verte dans la limite de leurs compétences.

Ces mesures de vérification sont subordonnées au consentement des personnes souhaitant accéder ou circuler à l'intérieur du périmètre. En cas de refus de s'y conformer, ces personnes ne sont pas admises à y pénétrer ou peuvent être reconduites à l'extérieur du périmètre par un officier de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale ou sous la responsabilité de celui-ci, par un agent de police judiciaire mentionné à l'article 20 et aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du même code.

**Article 6 :** L'accès des véhicules dans le périmètre de protection peut être subordonné à la visite du véhicule, avec le consentement du conducteur, par des officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° et 4° de l'article 16 du code de procédure pénale ou sous la responsabilité de ceux-ci, par un agent de police judiciaire mentionné à l'article 20 et aux 1°, 1°bis et 1°ter de l'article 21 du même code. En cas de refus, le véhicule ne sera pas admis à pénétrer dans les périmètres en question.

**Article 7 :** Sont interdits dans le périmètre de protection, le port, le transport et l'utilisation d'artifices de divertissement, de pétards, d'armes réelles ou factices, quelle qu'en soit la catégorie, ainsi que tout autre objet pouvant constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal.

**Article 8 :** L'organisateur informe quotidiennement le préfet, par un rapport circonstancié, des événements ou difficultés survenus ainsi que du nombre de personnes contrôlées et l'informe immédiatement de tout incident.

**Article 9 :** Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, sous-préfet de Colmar-Ribeauvillé, le directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin, le maire de Riquewihr, le colonel commandant le groupement de gendarmerie du Haut-Rhin, le président du syndicat des brigades vertes et le directeur des services départementaux

d'incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont un exemplaire sera transmis sans délai au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Colmar.

Fait à Colmar, le 3 décembre 2024

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

signé

Augustin CELLARD

#### **DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

I - La présente décision peut être contestée **dans un délai de 2 mois à compter de sa publication**, soit :

- **par recours gracieux** auprès de mes services, à l'adresse suivante :

M. le Préfet du Haut-Rhin  
Cabinet du préfet  
Bureau de la sécurité intérieure  
7, rue Bruat B.P. 10489  
68020 COLMAR CEDEX -

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

- **par recours hiérarchique** auprès de :

M. le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Place Beauvau – 75800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision.

S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :  
Tribunal Administratif de Strasbourg, 31 Avenue de la Paix 67070 STRASBOURG CEDEX





**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

CABINET DU PRÉFET

DIRECTION DES SÉCURITÉS

BUREAU DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE

**Arrêté BSI – 2024-338-04 du 3 décembre 2024  
instaurant un périmètre de protection  
destiné à assurer la sécurité du marché de Noël à Kaysersberg-Vignoble**

**Le Préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 226-1 ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023, publié au J.O. du 14 juillet 2023, portant nomination de Monsieur Thierry QUEFFÉLEC, préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 21 août 2023 ;

**Vu** l'arrêté municipal n° 2024.00277 portant règlement du stationnement et de la circulation durant la période des fêtes de fin d'année à Kaysersberg-Vignoble ;

**Vu** la convention partenariale de sécurité signée le 3 décembre 2024;

**Vu** les mesures de sécurité prises par la commune de Kaysersberg-Vignoble pour la période des marchés de Noël qui se déroulera les week-ends des 29, 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre, 6, 7, 8, 13, 14, 15, 20, 21 et 22 décembre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L. 226-1 du code de la sécurité intérieure : « afin d'assurer la sécurité d'un lieu ou d'un événement exposé à un risque d'actes de terrorisme à raison de sa nature et de l'ampleur de sa fréquentation, le représentant de l'Etat dans le département est autorisé à instituer un périmètre de protection au sein duquel l'accès et la circulation des personnes sont réglementés » ;

**CONSIDÉRANT** la prégnance de la menace terroriste sur le territoire national ;

**CONSIDÉRANT** l'activation de la posture Vigipirate « URGENCE ATTENTAT » ;

**CONSIDÉRANT** que la commune de Kaysersberg-Vignoble organise en son centre historique chaque année depuis plus de 35 ans, un marché de Noël aux mois de novembre et décembre ; qu'environ 250000 visiteurs sont attendus ; que la fréquentation est susceptible d'enregistrer un pic de fréquentation pouvant atteindre 30000 visiteurs par jour ; que ces

facteurs l'exposent à un risque d'actes de terrorisme, ainsi que l'a montré l'attentat du 11 décembre 2018 perpétré lors des marchés de Noël de Strasbourg ;

**CONSIDÉRANT** que compte tenu de la topographie des lieux, le centre ville de Kayserberg-Vignoble est concerné par ces risques au regard de l'affluence prévue lors de son marché de Noël : qu'il en résulte qu'un périmètre de protection doit être instauré pour sécuriser cet événement :

- du vendredi 29 novembre à 00h00 au dimanche 1er décembre 2024 à 23h59 ;
- du vendredi 6 décembre 00h00 au dimanche 8 décembre 2024 à 23h59 ;
- du vendredi 13 décembre 00h00 au dimanche 15 décembre 2024 à 23h59 ;
- du vendredi 20 décembre 00h00 au dimanche 22 décembre 2024 à 23h59, date de clôture des marchés de Noël de Kayserberg ;

**CONSIDÉRANT** le dispositif de vigilance et d'intervention mis en place par Madame le maire de Kayserberg-Vignoble pour assurer la sécurité des marchés de Noël ; qu'il y a lieu de prendre des mesures complémentaires à celles prises par la commune ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité pour l'autorité de police compétente, d'assurer dans ces circonstances la sécurité des personnes et des biens, par des mesures adaptées et proportionnées au niveau élevé et persistant de la menace terroriste, à l'occasion des marchés de Noël à Kayserberg-Vignoble ;

**CONSIDÉRANT** que l'accès à ce périmètre de protection est subordonné aux mesures de contrôle prévues aux articles 5 et 6 du présent arrêté ;

**SUR** proposition du directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin ;

### **ARRÊTE :**

**Article 1 :** Durant la période du vendredi 29 novembre à 00h00 au dimanche 1er décembre 2024 à 23h59, du vendredi 6 décembre à 00h00 au dimanche 8 décembre 2024 à 23h59, du vendredi 13 décembre 00h00 au dimanche 15 décembre 2024 à 23h59 et du vendredi 20 décembre 00h00 au dimanche 22 décembre 2024 à 23h59, il est instauré un périmètre de protection dans le centre historique de Kayserberg-Vignoble.

**Article 2 :** Le périmètre de protection, protégé par des blocs de béton et des barrières est délimité conformément aux plans des annexes I et II. Il comprend les rues et emplacements suivants :

- de la rue du Général de Gaulle à l'angle de l'impasse du Père Staub et de la place de la mairie à l'angle du 39 rue du Général de Gaulle ;
- le parvis de l'église de l'invention de la Sainte-Croix longeant les façades des bâtiments périphériques ;
- du parvis de l'église de l'invention de la Sainte-Croix longeant le mur sud du cimetière jusqu'à la chapelle Saint-Michel ;
- le parvis de la chapelle Saint-Michel ;
- la façade nord de l'office du tourisme jusqu'au porche nord place de la mairie.

**Article 3 :** Le périmètre de protection du centre-ville historique est accessible par 4 points :

- 3 sont situés sur la rue du Général de Gaulle ;
- 1 est implanté rue du Château au niveau du porche de la place de la mairie.

**Article 4 :** Compte tenu de la configuration des lieux, l'accès des véhicules est réglementé dans certaines rues incluses dans ce périmètre, dans les conditions prévues par l'arrêté de la maire de Kaysersberg-Vignoble susvisé.

**Article 5 :** Dans le périmètre de protection, l'accès des piétons peut faire l'objet de palpations de sécurité, inspections visuelles et fouilles des bagages, contrôles aléatoires et proportionnels :

1. par des officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité et le contrôle effectif de ceux-ci, les agents de police judiciaire mentionnés à l'article 20 et aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du même code ;
2. par des agents privés exerçant l'activité mentionnée au 1° de l'article L.611-1 du code de la sécurité intérieure, sous l'autorité et le contrôle effectif et continu d'un officier de police judiciaire ;
3. par les agents de police municipale autorisés à exercer cette mission par le maire, sous l'autorité d'un officier de police judiciaire ;
4. par les agents de la brigade verte dans les limites de leurs compétences.

Ces mesures de vérification sont subordonnées au consentement des personnes souhaitant accéder ou circuler à l'intérieur du périmètre. En cas de refus de s'y conformer, ces personnes ne sont pas admises à y pénétrer ou peuvent être reconduites à l'extérieur du périmètre par un officier de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale ou sous la responsabilité de celui-ci, par un agent de police judiciaire mentionné à l'article 20 et aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du même code.

**Article 6 :** L'accès des véhicules dans le périmètre de protection peut être subordonné à l'inspection du véhicule, avec le consentement du conducteur, par des officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° et 4° de l'article 16 du code de procédure pénale ou sous la responsabilité de ceux-ci, par un agent de police judiciaire mentionné à l'article 20 et aux 1°, 1°bis et 1°ter de l'article 21 du même code. En cas de refus, le véhicule ne sera pas admis à pénétrer dans le périmètre en question.

**Article 7 :** Sont interdits dans le périmètre de protection, le port, le transport et l'utilisation d'artifices de divertissement, de pétards, d'armes réelles ou factices, quelle qu'en soit la catégorie et de tous autres objets pouvant constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal.

**Article 8 :** L'organisateur informe quotidiennement le préfet, par un rapport circonstancié, des événements ou difficultés survenus ainsi que du nombre de personnes contrôlées et l'informe immédiatement de tout incident.

**Article 9 :** Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, sous-préfet de Colmar-Ribeauvillé, le directeur de cabinet du préfet du Haut-Rhin, la maire de Kaysersberg-Vignoble, le colonel commandant le groupement de gendarmerie du Haut-Rhin, le président du syndicat des brigades vertes et le directeur des services départementaux d'incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Haut-Rhin et dont un

exemplaire sera transmis sans délai au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Colmar.

Fait à Colmar, le 3 décembre 2024  
Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

signé

Augustin CELLARD

#### **DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

I - La présente décision peut être contestée **dans un délai de 2 mois à compter de sa publication**, soit :

- **par recours gracieux** auprès de mes services, à l'adresse suivante :

M. le Préfet du Haut-Rhin  
Cabinet du préfet  
Bureau de la sécurité intérieure  
7, rue Bruat B.P. 10489  
68020 COLMAR CEDEX -

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

- **par recours hiérarchique** auprès de :

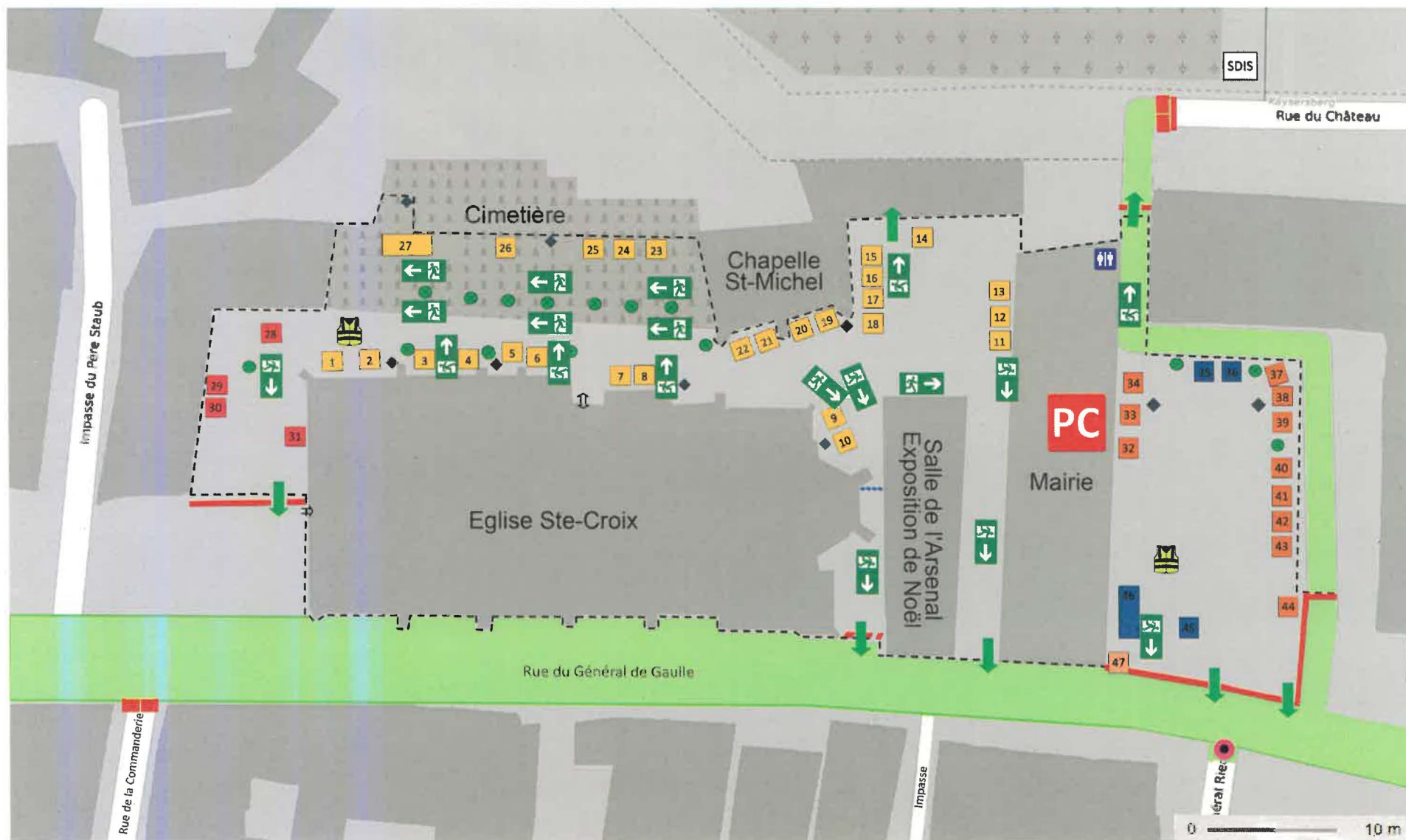
M. le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Place Beauvau - 75800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision.

S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :  
Tribunal Administratif de Strasbourg, 31 Avenue de la Paix 67070 STRASBOURG CEDEX



- Arbre ou sapin
- ◆ Coffret électrique
- 🚒 Agent de sécurité mobile
- ➡ Issue de secours
- ➡ Sens d'évacuation

- Périmètre du marché de Noël
- Zone piétonne
- Sécurisation zone piétonne (barrière permanente)
- Sécurisation zone piétonne (plot amovible)

- Dispositif anti-bélier
- Chaîne anti-panique
- Barrière
- PC sécurité (alerte, alarme incendie)

- Cabane Préludes (27)
- Cabane Marché paysan (11)
- Cabane OT (1)
- Cabane du cœur (4)
- Cabane Kom'in KB (4)

### Périmètre du marché de Noël et plan d'évacuation

